



Affaire du VALSARTAN : Tout sauf un hasard !

Une nouvelle fois le VALSARTAN qui est un médicament utilisé pour stabiliser la tension artérielle, afin de prévenir la survenue ou la récurrence d'AVC ou d'infarctus du myocarde, fait parler de lui. L'agence nationale de sécurité des médicaments vient encore de demander le rappel de boîtes issues de différentes marques.

Dès le mois de juillet une alerte avait été déclenchée sur la présence d'un produit potentiellement cancérigène dans la molécule de ce médicament.

Les entreprises incriminées ont un point commun c'est l'exploitation de ce médicament sous sa forme générique. Pour réduire les coûts de production il est fabriqué par des sous-traitants en Inde et en Chine et souvent les firmes pharmaceutiques ne font qu'apposer leurs marques sur les packagings.

Le tout générique voulu par les pouvoirs publics se fait une nouvelle fois sur des considérations purement économiques et cela au détriment des patients.

Pire encore dans le cas du VALSARTAN cela entraîne par ricochet d'autres conséquences. Contrairement à certains médicaments il est indispensable et sa rupture d'approvisionnement peut être très problématique à terme.

Même si en attendant de trouver d'autres moyens de substitution on indique aux patients de ne pas arrêter leur traitement on se pose forcément la question du contrôle réel que subissent certains médicaments en particuliers les génériques qui souvent produits bien loin de nos frontières. Est-on en train d'instaurer insidieusement une politique du risque acceptable pour faire des économies à tout prix et permettre aux laboratoires de faire des bénéfices de notre sécurité.

Pour INDECOSA-CGT cette situation est inacceptable sachant que le VALSARTAN est produit depuis 2012 sous sa forme générique. Il est impératif que le gouvernement et les autorités sanitaires fassent toute la lumière et que soit diligentée une commission d'enquête parlementaire. Il faut également sécuriser au maximum les médicaments indispensables à notre pharmacopée en maintenant une production contrôlée en France.

Pour INDECOSA-CGT

Arnaud Faucon

Secrétaire national

Montreuil, le 14 décembre 2018.